

Synthèse régionale

L'économie bretonne tient le cap en 2018

En 2018, la situation économique de la Bretagne reste solide, malgré le ralentissement observé suite à une année 2017 très favorable. L'emploi salarié progresse plus dans la région (+ 1,0 %) qu'au niveau national (+ 0,6 %). Il évolue positivement dans chaque grand secteur, en particulier le tertiaire marchand (+ 1,3 %) et la construction (+ 2,0 %). Le taux de chômage diminue légèrement et les inscrits à Pôle emploi sont moins nombreux pour la première fois depuis 10 ans. L'activité des entreprises continue de croître en 2018 et les créations atteignent un niveau record. Dans les domaines du tourisme, de la construction et des transports, les indicateurs demeurent bien orientés. L'agriculture présente néanmoins un bilan en demi-teinte.

Valérie Mariette, Insee

Près de 12 000 emplois créés en 2018

En 2018, l'emploi salarié total progresse de 1,0 % en Bretagne (+ 11 800 emplois). Il décélère toutefois par rapport à 2017 (+ 2,1 %, soit + 24 600 emplois). La hausse est de nouveau plus forte dans la région qu'au niveau national (+ 0,6 % après + 1,3 % en 2017).

Le tertiaire marchand porte une nouvelle fois la majorité de ces créations avec 6 800 emplois supplémentaires en 2018 (+ 1,3 %), dont 2 900 dans les services aux entreprises hors intérim (+ 3,1 %), 2 200 dans le commerce (+ 1,4 %) et 1 100 dans l'information et la communication (+ 3,7 %). À l'inverse, l'emploi intérimaire recule de 2,5 % (- 1 100), après une forte hausse en 2017 (+ 20,7 %). Dans le tertiaire non marchand, l'emploi progresse de 0,5 % (+ 2 000 emplois).

La reprise de l'emploi industriel se confirme en 2018 (+ 0,2 % après + 0,6 % en 2017). L'agroalimentaire crée 300 emplois (+ 0,4 %) et la fabrication de bien d'équipements 200 (+ 1,0 %). En revanche, la contraction de l'emploi dans la fabrication de matériels de transport se poursuit (- 2,7 % soit - 300 emplois).

L'emploi dans la construction augmente de nouveau en 2018, en hausse de 2,0 % soit 1 400 emplois supplémentaires.

Le taux de chômage au plus bas niveau depuis 2009

Le taux chômage se replie de 0,2 point en 2018. Au 4^e trimestre 2018, il s'établit à 7,2 % de la population active, atteignant son plus bas niveau depuis 2009. Il devient ainsi le plus faible taux des régions françaises, avec celui des Pays de la Loire. En France, le taux de chômage diminue également de 0,2 point en un an et s'établit à 8,8 % de la population active au 4^e trimestre 2018.

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C diminue de 0,5 % en un an, pour la première fois de la décennie. En France le re-

cul s'établit à 0,2 %. La baisse du nombre d'inscrits dans la région résulte d'une diminution de 1,8 % parmi ceux sans activité (catégorie A) alors que la hausse se poursuit pour ceux exerçant une activité réduite (+ 1,0 % en catégories B ou C).

Entreprises : activité en hausse, niveau record des créations

En 2018, l'activité des entreprises bretonnes croît à un rythme moindre qu'en 2017. Le chiffre d'affaires progresse de 4,1 % dans les services marchands, de 3,4 % dans la construction et de 0,6 % dans l'industrie. Cependant, le déficit commercial de la Bretagne se creuse en raison de la hausse des importations (+ 6,2 %) nettement supérieure à celle des exportations (+ 1,4 %).

Les créations d'entreprises augmentent de 17,9 % en 2018 et atteignent un niveau record. Elles sont portées par les immatriculations de micro-entrepreneurs (+ 26,3 %) et d'entreprises individuelles (+ 20,5 %). Les créations d'entreprises augmentent dans tous les secteurs.

La situation demeure favorable dans la plupart des domaines économiques

La fréquentation des hôtels et campings bretons augmente de nouveau en 2018 (+ 2,9 %) pour atteindre son niveau le plus élevé depuis 2010. Plus forte qu'au niveau national, la hausse s'explique surtout par le dynamisme de la clientèle non résidente, notamment dans les campings.

En Bretagne, la construction de logements neufs poursuit sa progression en 2018 (+ 4,7 % de mises en chantiers) alors qu'elle recule en France. En revanche, les perspectives marquent le pas avec une baisse de 4,2 % des autorisations de construire en Bretagne et de 6,9 % en France.

Dans les transports, le trafic aérien de passagers croît de nouveau fortement en Bretagne en 2018 (+ 7,0 %), porté par les offres des compagnies à bas coût. Les flux de transport routier de marchandises augmentent également, en particulier ceux

au sein de la région.

Dans l'agriculture, le bilan est en demi-teinte. La filière lait bénéficie d'une légère hausse des cours. Les mauvais rendements des céréales liés notamment à la sécheresse font augmenter les prix, défavorisant les filières animales. Face à une offre mondiale élevée, le prix du porc reste à un niveau bas toute l'année. Dans la filière avicole bretonne, en pleine restructuration, la conjoncture demeure peu favorable.

Plus de bénéficiaires de la prime d'activité fin 2018

Le nombre de foyers percevant la prime d'activité en Bretagne augmente fortement en 2018 (+ 13,5 %). Cette hausse provient principalement du net accroissement observé en fin d'année (+ 11,0 %) par anticipation des mesures de revalorisation de cette prime au 1^{er} janvier 2019. À l'inverse, le nombre d'allocataires du revenu de solidarité active (RSA) diminue de 0,3 % en 2018 alors qu'il augmente de 1,0 % en France. Dans le même temps, le nombre de dossiers de surendettement déposés en Bretagne en 2018 recule de 10,8 %. Il s'agit de la 5^e année consécutive de baisse.

Les disparités départementales perdurent

Comme les années passées, l'Ille-et-Vilaine présente une situation plus favorable que celles des autres départements bretons. L'emploi y progresse de 1,3 % malgré les reculs dans l'intérim et la fabrication de matériels de transports. Le taux de chômage y demeure le plus faible (6,5 % de la population active contre 7,5 % à 7,7 % dans les autres départements). Dans les Côtes-d'Armor et le Morbihan, les effectifs salariés augmentent à un rythme proche du niveau régional (respectivement + 0,9 % et + 1,0 %). La hausse est moindre dans le Finistère où l'emploi ne progresse que de 0,5 %, pénalisé en particulier par les pertes dans l'intérim et l'industrie agroalimentaire. ■

Contexte national

L'économie française en ralentissement

Bruno Patier, Division Synthèse conjoncturelle, Insee

L'activité américaine est portée par les mesures fiscales, celle de la zone euro ralentit

En 2018, l'activité aux États-Unis connaît un regain de croissance (+ 2,9 % après + 2,2 %) portée par un fort rebond des dépenses gouvernementales et par les mesures fiscales en faveur du revenu des ménages et de l'investissement des entreprises. En revanche, après un pic d'activité en 2017 (+ 2,5 %) inédit depuis 2007, la croissance en zone euro ralentit (+ 1,8 %) malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours très accommodante. Cette baisse de régime affecte différemment la croissance des principaux pays : l'activité en Italie et en Allemagne se replie durant le second semestre 2018, l'activité française ralentit nettement tandis que l'Espagne conserve un rythme de croissance dynamique. La croissance britannique s'essouffle aussi un peu, sa demande intérieure ralentissant dans un contexte d'attentisme lié au Brexit.

L'économie française ralentit en 2018 après une année 2017 dynamique

Après avoir crû vivement en 2017 (+ 2,3 %), le PIB français ralentit en 2018 (+ 1,7 %) (*figure 1*). Le commerce extérieur contribue positivement à la croissance (+ 0,7 point), plus forte contribution depuis 2012. En effet les importations ralentissent davantage (+ 1,2 % après + 3,9 %) que les exportations (+ 3,6 % après + 4,7 %). Les entreprises déstockent en 2018 (contribuant pour - 0,3 point à la croissance annuelle, après + 0,2 en 2017), et la demande intérieure hors stock est freinée par la consommation des ménages (contribution de + 0,5 point à la croissance du PIB après + 0,7 point) et la demande publique (+ 0,3 point après + 0,4 point).

L'investissement des entreprises décélère mais reste robuste

L'investissement des ménages ralentit nettement en 2018 (+ 1,5 % après + 5,6 % en 2017), notamment en raison du repli des mises en chantier et de la stabilisation des transactions de logements anciens. Par ailleurs, l'investissement des entreprises ralentit tout en restant robuste (+ 2,8 % après + 4,7 % en 2017) dans un contexte de taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie manufacturière à son plus haut niveau depuis 10 ans (85,1 %).

Le rythme des créations d'emploi conduit à une baisse un peu moins rapide du chômage

L'emploi total progresse en glissement en fin d'année 2018 de + 164 000 après + 343 000 fin 2017 (dont + 150 000 sur le champ salarié marchand non agricole après + 323 000 en 2017). Ainsi, en moyenne annuelle, le taux de chômage poursuit un peu plus lentement son repli pour atteindre 9,1 % de la population active française, après 9,4 % en 2017 et 10,0 % en 2016 (respectivement 8,8 % au 4^e trimestre 2018, 9,0 % fin 2017 et 10,0 % fin 2016).

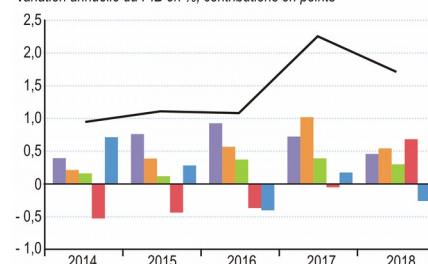
Le pouvoir d'achat ralentit légèrement du fait de l'inflation

En moyenne annuelle, les prix à la consommation accélèrent en 2018 pour la troisième année consécutive (+ 1,8 %, après + 1,0 % en 2017), conduisant à un léger ralentissement du pouvoir d'achat des ménages : + 1,2 % après + 1,4 % en 2017 (*figure 2*). Le ralentissement de la masse salariale provenant de celui de l'emploi joue également dans le même sens. En revanche, le ralentissement du pouvoir d'achat est atténué par l'accélération des revenus du patrimoine, des prestations sociales en espèces et le ralentissement des prélèvements fiscaux. En outre, la chronique infra-annuelle de l'évolution du pouvoir d'achat est marquée en 2018 par plusieurs mesures nouvelles (bascule CSG-cotisations sociales, réduction de taxe d'habitation, fiscalité indirecte sur le tabac et l'énergie notamment). ■

1 Les ralentissements de la consommation et de l'investissement freinent la croissance du PIB

Consommation privée Investissement privé
Demande publique Solde du commerce extérieur
Variation de stocks Croissance du PIB (%)

Variation annuelle du PIB en %, contributions en points

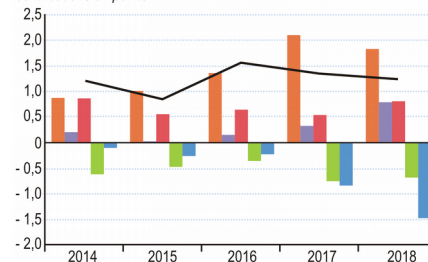


Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

2 Le regain d'inflation en 2018 conduit à de moindres gains de pouvoir d'achat

Revenus d'activité Revenus nets du patrimoine
Prestations sociales Prélèvements obligatoires
Prix de la consommation Pouvoir d'achat des ménages (%)

Variation annuelle du pouvoir d'achat des ménages en %, contributions en points



Champ : France.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.